

Burundi : 16ème anniversaire de la mort du président Cyprien Ntaryamira

@rib News, 06/04/2010 Les Burundais commémorent aujourd'hui le 16^{ème} anniversaire de la disparition tragique du président de la République Cyprien Ntaryamira dans des circonstances restées aujourd'hui encore floues. L'ancien président n'a gouverné le pays que pendant quelques mois avant de partir, en même temps que son homologue rwandais, Juvénal Habyarimana, dans un attentat terroriste contre l'avion qui les ramenait d'un sommet régional sur Burundi, à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, le soir du 6 avril 1994, au dessus de l'aéroport international de Kigali. L'ancien vice-président, Bernard Ciza, ainsi que l'ex-ministre de la Communication, Cyriaque Simbizi, comptent également parmi les autres victimes burundaises de l'attentat dont le pays va honorer, ce mardi jour férié, la mémoire des messes de requiem et des dépôts de gerbes de fleurs sur les tombes de l'intérieur du Palais du 1er novembre, dans le centre-ville de Bujumbura. Le temps passe et il n'y a toujours que des hypothèses, les unes aussi floues que les autres, qui continuent à encombrer les timides pistes d'investigation sur les circonstances exactes de la disparition des différents dignitaires burundais en terre étrangère. Un ancien chef du protocole d'Etat, Jean-Marie Nduwabike, a fait, il y a deux ans, une révélation troublante selon laquelle, à la veille du sommet, l'ex-chef d'Etat zairois, Mobutu Sese aurait demandé à son homologue burundais de différer le délicat rendez-vous de Dar-es-Salaam pour des raisons de sécurité. Le maréchal Mobutu n'a d'ailleurs pas fait le déplacement de Dar-es-Salaam, alors qu'il était la rencontre destinée à lever une armée régionale chargée de rétablir l'ordre constitutionnel au Burundi où venait d'assassiner le président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, dans un coup d'Etat militaire. En l'absence d'enquête décisive sur les véritables tenants et aboutissants de l'attentat contre le Falcon présidentiel rwandais, certaines spéculations continuent à accroître la thèse d'une "ruse" de Habyarimana qui espérait utiliser son homologue burundais comme "bouclier humain" pour échapper à un assassinat programmé par ses nombreux ennemis dans un pays en état de guerre civile. Un juge français, Jean-Louis Burguière, est le seul, pour le moment, à avoir ouvert une enquête sérieuse, il est aussi fortement controversé et mettant directement en cause d'anciens hauts responsables militaires de l'ex-rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), dont l'actuel homme fort de Kigali, Paul Kagame, dans l'attentat contre l'avion de Habyarimana qui a également coûté la vie à des pilotes français.